

Nous avons entendu le secrétaire d'État et la ministre responsable de la situation de la femme nous dire: «Ne vous faites pas de souci, nous sommes prêts à vous faire bénéficier du financement de projets.» Mais sur le plan des principes et sur le plan pratique, c'est inacceptable.

Nous savons que le budget a été réduit de 1,6 millions de dollars. L'an dernier et les années précédentes—depuis que le gouvernement libéral a institué ces programmes—les femmes pouvaient compter sur le financement de base pour garder leurs centres ouverts et sur le financement de projets pour accomplir les tâches particulières qu'elles s'étaient fixées. Ce qui s'est passé, en fait, c'est que le gouvernement demande à ces femmes et aux femmes de tout le Canada de se partager un gâteau encore plus petit en ce qui concerne le financement de projets, divisant ainsi les femmes en les opposant les unes aux autres.

Je dois dire que je suis extrêmement fière des femmes engagées dans ces centres d'un bout à l'autre du pays. Le centre Second Storey de Bridgewater, dans la circonscription de South Shore, en Nouvelle-Écosse, s'est vu offrir un chèque jeudi dernier. Les responsables ont décidé d'attendre avant de l'encaisser parce que, disent-elles, elles ne veulent pas que leur cas soit utilisé au détriment des autres, elle ne veulent pas faire concurrence à d'autres femmes partout au Canada pour obtenir des fonds qui ne cessent de diminuer.

Plus tard cette semaine, le secrétaire d'État rencontrera, à ma connaissance, des porte-parole de tous les centres à l'extérieur du Québec. Ce n'est pas vraiment ce que les femmes voulaient. Celles-ci s'attendaient à ce que soient invités des porte-parole des centres touchés. Je suppose toutefois que c'est mieux que rien.

Le problème, c'est que nous n'aurons pas gain de cause, c'est-à-dire que le financement de base ne sera pas rétabli.

Depuis que je suis arrivée aux Communes il y a dix-huit mois, nous sommes tous venus à la conclusion qu'il fallait comprimer les dépenses du gouvernement. Personne ne conteste le fait qu'il faut réduire le déficit. Mais il ne s'agit que de 1,6 million de dollars. Certes, dans mon enfance au cap Breton et à Halifax, je ne pensais pas que je dirais un jour que pareil montant est une bagatelle, mais dans l'état actuel des choses, on ne peut pas dire qu'elle permettra au gouvernement d'équilibrer son budget. D'autre part, sa suppression fera très mal à une foule de femmes de tous les coins du pays.

Je sais qu'il ne me reste pas beaucoup de temps. Je voudrais néanmoins dire brièvement, d'après mes vingt années d'expérience de travail avec des groupes comme

ceux-là, ce que représentent ces centres pour les femmes. Ceux-ci s'occupent d'à peu près toutes les situations de crise vécues par les femmes, dans les campagnes surtout, mais aussi dans les villes.

Dans les villes, même si les services d'aide destinés aux femmes laissent beaucoup à désirer, les femmes peuvent recourir aux refuges et aux urgences des hôpitaux. Elles peuvent faire appel à des médecins, à des centres d'aide juridique, etc., selon la nature de leurs problèmes. Les universités offrent également certains programmes aux femmes. Ce n'est pas suffisant, ça ne couvre pas toutes les situations, mais au moins les femmes ont d'autres recours.

Pour les femmes canadiennes qui vivent dans les régions rurales, et je songe particulièrement à Second Storey, sur la rive sud de la Nouvelle-Écosse, et au centre pour femmes d'Antigonish, c'est la seule planche de salut. Les femmes qui sont aliénées et isolées ignorent qu'elles peuvent obtenir des conseils d'ordre juridique ou médical, l'aide de travailleurs sociaux ou toute autre forme d'assistance pour se sortir d'une situation intenable, qu'il s'agisse de sévices corporels ou d'un problème financier, comme l'impossibilité de trouver de l'argent pour chauffer leur maison ou pour nourrir leurs enfants.

Elles savent toutefois que, sur la rue principale de la ville la plus rapprochée, il y a un centre qui accueille des femmes et qu'elles peuvent y téléphoner ou s'y rendre.

• (1815)

Un des groupes avec lequel je me suis entretenue hier m'a dit que, le mois dernier, il avait reçu 400 appels téléphoniques et 200 visites; 600 femmes se sont adressées à l'un de ces centres le mois dernier. À cause de la suppression du financement de base, ces 600 femmes n'auront plus d'endroit où aller. Il faut multiplier ce chiffre par les quelques 70 centres du pays qui risquent de fermer leurs portes. Les femmes du Canada ne méritent pas cela. Elles méritent toute l'aide possible.

Pourquoi le gouvernement ne se facilite-t-il pas la tâche et ne dit-il pas plutôt: «Nous avons commis une erreur. Nous allons rétablir le financement de base. Nous nous rendons compte à quel point les centres pour femmes sont importants pour l'épanouissement de ces dernières dans notre société et pour leur quête d'égalité»?

Ce n'est pas une demande exagérée, mais elle permettra néanmoins d'aider tellement de femmes se trouvant dans des situations qui, à leurs yeux, sont sans issue. Ce sont des femmes qui, en se réveillant le matin, n'entrevoient aucun avenir pour leurs enfants et pour elles-mêmes.